

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Strasbourg, le 11/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HOLCIM HAUT-RHIN

1 ROUTE DE THANN
BP 21
68130 Altkirch

Références : 0006700701_20205_03_11_HOLCIM HAUT-RHIN_AIR_VIIC
Code AIOT : 0006700701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch. L'inspection a été annoncée le 30/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la stratégie pluriannuelle de la qualité de l'air du Grand Est définie en 2024.

Selon des critères sanitaires, environnementaux et réglementaires, l'établissement fait partie des dix émetteurs les plus impactants de la région sur la qualité de l'air

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT-RHIN
- 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Holcim Haut-Rhin exploite une installation de fabrication de ciment à Altkirch.

Le site utilise comme substitution au combustible, des déchets qui peuvent se présenter sous forme liquide ou solide.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nomenclature	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 3, Liste des installations répertoriées dans la nomenclature des installations classées	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Respect Valeur limite d'émission	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 49,2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Nature des polluants	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2	Prescriptions complémentaires	8 mois
4	Emissions poussières	AP Complémentaire du 03/05/2024, article 2	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	2 mois
5	Incidents	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Prescriptions complémentaires	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence des manques d'informations sur plusieurs sujets :

- le positionnement des activités vis à vis de la rubrique 2564,
- les explications relatives aux dépassements des émissions atmosphériques de métaux (Cd + Ti),
- le suivi des sources des émissions diffuses en poussière.

Au regard de ces éléments, des justificatifs et investigations sont nécessaires à réaliser par l'exploitant dans un délai de 2 mois.

Par ailleurs, l'inspection note de nombreux incidents (arrêts de four), conduisant à des émissions de poussière, qui justifient une gestion de ces situations particulières. Il est également constaté la présence de polluants particuliers (Benzène, HAP, acide cyanhydrique) dans les émissions atmosphériques de l'établissement. Au vue des caractéristiques des substances indésirables, il apparaît nécessaire d'évaluer les risques sanitaires associés à ces substances et de réglementer leur émission.

Afin d'encadrer ces thématiques, l'inspection propose à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2020, article 3, Liste des installations répertoriées dans la nomenclature des installations classées

Thème(s) : Risques chroniques, nomenclature

Prescription contrôlée :

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Régime
3310-a	Production de ciment, chaux et oxyde de magnésium a) la production de clinker dans un four rotatif avec une capacité supérieure à 500 kg/jour	Four rotatif: 2800 t/jour	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour.	Mélange avant de soumettre les déchets à l'une ou l'autre des activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520: 265 000 t/an et 1000 t/j	A
3520-a	Coïncinération de déchets non dangereux Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets: a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heures	Coïncinération de déchets non dangereux: 55 000 t/an et 7 t/h	A

3520-b	Coïncinération de déchets dangereux Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets: b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par heures	Coïncinération de déchets dangereux: 40 000 t/an et 120 t/j	A
3532	Valorisation de déchets non dangereux valorisation ou en mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 t/jet entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE.	Ajout de clinker (laitiers, cendres, autres): 190 000 t/an et 578 t/j	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux	2110 t	A
1450-1	Stockage et emploi de solides facilement inflammables	170 t de coke de pétrole pulvérisé	A
2515-1a)	Broyage concassage de minéraux naturels ou artificiels	4080 kW	E
2770	Installation de traitement thermique de	traitement de déchets comme combustibles de	A

	thermique de déchets dangereux , à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	combustibles de substitution: 95 000 t/an valorisation de matière par ajout au cru: 170 000 t/an soit un total de 265 000 t/an	
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux , à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2791 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	Traitement de déchets comme combustibles de substitution (solides, pâteux, pulvérulents, liquides): 55 000 t/an	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Valorisation matière par ajout ciment (cendres, laitiers, autres.): 190 000 t/an	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion	Valorisation matière par ajout ciment (cendres, laitiers, autres.): 190 000 t/an et par ajout au	A

	l' exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795, et 29711. supérieure ou égale à 10t/j	t/an et par ajout au cru: 170 000 t/an	
2564-A.2	nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Bac de dégraissage de 200 l	D
4xxx	Annexe confidentielle	Annexe confidentielle	

Constats :

L'inspection a vérifié par sondage les rubriques de la nomenclature concernées par les conduits des émissions atmosphériques, en particulier le conduit 1 (3310, 3520, 3510, 2770-2771). L'exploitant n'a pas pu justifier de la présence de bac de dégraissage, concernant la rubrique 2564 à déclaration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de positionner ses activités par rapport à la rubrique 2564 (bac de dégraissage quantité de solvants consommés) dans un délai de 2 mois

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Respect Valeur limite d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2020, article 49,2

Thème(s) : Risques chroniques, Four

Prescription contrôlée :

Les installations de co-incinération sont conçues, équipées et exploitées de manière à ce que les valeurs limites d'émission ci-après ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux.

Les valeurs limites sont exprimées aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 10 % sur gaz sec.

[...]

Paramètre	Concentration en moyenne journalière	Concentration en moyenne semi-horaire	Flux horaires en moyenne journalière
Poussières totales	20 mg / Nm ³	60 mg / Nm ³	2,4 kg/h
HCl	10 mg / Nm ³	60 mg / Nm ³	1,2 kg/h
HF	1 mg / Nm ³	4 mg / Nm ³	0,12 kg/h
NO _x	500 mg / Nm ³	1000 mg / Nm ³	60 kg/h
Cd + Ti	0,05 mg / Nm ³	-	0.006 kg/h
Hg	0,05 mg / Nm ³	-	0.006 kg/h
Métaux (Ni + Cr + Sb + As + Pb + Co + Cu + Mn + Ni + V)	0,5 mg / Nm ³	-	0,06 kg/h
Dioxines et furanes	0,1 ng / Nm ³		12 µg/h
SO ₂	50 mg / Nm ³	200 mg / Nm ³	6 kg/h
COT	66 mg / Nm ³	132 mg / Nm ³	7,9 kg/h
NH ₃	100 mg / Nm ³	-	

[...]

Constats :

Le rapport du 27 novembre 2024 du laboratoire de contrôle indique des valeurs non conformes

<p>en Cd + Ti en concentration (0,26 mg/Nm³) et flux (0,031 kg/h). L'exploitant a transmis à l'inspection en date du 21 mars 2025 un mémoire justificatif pour ces dépassements.</p> <p>En premier lieu, une contre analyse et la vérification du blanc de site ont confirmé le résultat du rapport de contrôle. L'exploitant indique que ces dépassements de Cd + Ti sont les premiers en huit ans de mesures réglementaires, sans précédent. De plus il explique que l'installation ne dispose pas de traitement spécifique pour ces paramètres.</p> <p>En second lieu, l'exploitant recherche les sources possibles de ce dépassement, tels les combustibles utilisés, la farine crue ou chaude extraite, les filtres... Des prélèvements d'échantillonnage de ces éléments ont été réalisées le 11 mars 2025 afin d'analyser leur composition.</p> <p>L'exploitant déclare également avoir analysé les combustibles lors des mesures du bureau de contrôle. Son examen n'a pas permis d'identifier des teneurs particulièrement élevées en Ti dans les entrants.</p> <p>Par ailleurs, il a présenté à l'inspection leur procédure, enclenchée automatiquement par informatique lors d'un dépassement de valeur limite d'émissions d'un paramètre. En effet, des fiches de suivi sont réalisées sur leur logiciel interne « Icare » (traçabilité des événements sécurité, aspects environnementaux).</p> <p>Suite à l'investigation que l'exploitant met en œuvre, l'Inspection propose d'attendre les résultats des analyses des échantillons du bureau de contrôle qui devront lui être transmis dans un délai de 2 mois pour se prononcer sur la conformité au respect des VLE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection dans un délai de 2 mois les nouvelles mesures réalisées le 11 mars 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Nature des polluants

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Nature des polluants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures prévues à l'article 59.2.1 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé sont complétées, pendant deux ans, par l'analyse des paramètres suivants (concentration et flux) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • HCN ; • Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP 16) ; • Phénol ; • Benzène.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé une campagne de mesure de HAP, Cyanures totaux, benzène et phénol.</p>

<p>Le rapport du 27 novembre 2024 du laboratoire de contrôle indique les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HAP : 0,20 mg/Nm3 et un flux de 0,024 kg/h - Cyanures totaux : 0,81 mg/Nm3 et un flux de 0,09 kg/h - benzène : concentration de 4,1 mg/Nm3 et un flux de 0,450 kg/h - phénol : 0,043 mg/Nm3 et un flux de 0,005 kg/h <p>Suite à la demande de l'inspection relative aux Cyanures totaux, l'exploitant a écrit par mail du 21 mars 2025 qu'il s'agit de tous les cyanures "libres" et "complexes" (inorganiques).</p> <p>La prescription est respectée. Néanmoins, la surveillance de ces substances doit être pérennisée.</p> <p>Aussi la présence de ces paramètres dans les émissions est démontrée.</p> <p>Par ailleurs de nombreuses cimenteries possèdent des prescriptions dans leur arrêté préfectoral sur le respect d'une valeur limite d'émissions (VLE), d'un flux, vérifiés par Étude de risques sanitaire (ERS) et Interprétation des États des Milieux (IEM). Une surveillance annuelle leur est également prescrite.</p> <p>Étant donné la situation géographique de l'établissement proche des riverains, des plaintes récurrentes, les substances à mention de danger, pouvant représenter un risque pour la population, les articles du code de l'environnement L512-20, L181-14 et L511-1, permettent de proposer à Monsieur le préfet un projet d'APC pour la réalisation d'une ERS et IEM pour se préserver des conséquences, dangers ou inconvénients menaçant de porter atteinte aux intérêts précités.</p> <p>Ces éléments permettront de définir une VLE à respecter et une surveillance adaptée par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant sera tenu de réaliser une ERS et une IEM, conformément au projet d'APC.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescriptions complémentaires</p>
<p>Proposition de délais : 8 mois</p>

N° 4 : Emissions poussières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic relatif aux émissions de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un diagnostic relatif aux émissions de poussières associées au fonctionnement de son installation. Il comporte:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'identification des sources d'émission de poussières en fonctionnement normal ou incidentel prenant en compte les émissions diffuses et canalisées; • pour chaque source identifiée (canalisée et diffuse), l'étude des dispositions permettant de réduire les émissions de poussières et leur faisabilité; • un plan d'actions visant à limiter les émissions de poussières accompagné d'un échéancier, en justifiant les éventuelles dispositions envisageables non retenues.
<p>Constats :</p>

Lors de la visite d'inspection due 21 novembre 2024, il a été constaté que les documents transmis sur les émissions de poussières étaient incomplets. Il avait été demandé dans le rapport du 8 janvier 2025 à l'exploitant sous 2 mois :

- des compléments relatifs aux sources d'émissions diffuses et modalités de réduction associées (y compris sur des interventions génératrices de poussières) ;
- des actions visant à prévenir les arrêts imprévisibles de l'installation ;
- des éléments d'amélioration relatifs à la conception de l'installation.

L'inspection déplore que l'exploitant n'ait pas complété son étude dans le délai imparti.

Toutefois, l'exploitant explique à l'Inspection les sources d'émissions diffuses et les modalités de réduction comme suit:

1) La tour de préchauffage est composée de 4 cyclones qui peuvent se boucher. Le cyclone 4 est l'équipement qui est le plus souvent bouché. L'exploitant a mis en place un dispositif Cardox (explosion) en complément du ringardage. Des agents ont eu une formation sur ce sujet. L'exploitant met en œuvre des airchocs pour dépoussiérer fréquemment le cyclone. Des réglages sont encore en cours de réalisation. Une sonde à pression a également été installée pour avoir de la visibilité et l'état d'empoussièrement. L'inspection a pu la vérifier en salle de contrôle. Toutefois aucun écrit n'a été transmis à l'inspection.

Les cyclones 2 et 3 ont également des sondes installées.

2) La chambre noire est une source importante des émissions diffuses. Cet équipement permet d'isoler et stocker le clinker dont la qualité n'est pas correcte. Une procédure a été mise en œuvre (doc 00337) pour expliquer aux opérateurs les instructions à suivre lorsque la matière reste plus de 6 heures dans cet endroit.

3) Les opérations d'entretien et de maintenance des installations génèrent des émissions diffuses, tel l'incident sur le cyclone le 28 janvier 2025 (détaillé au constat suivant). L'exploitant explique que ce sujet n'est pas traité car cette source d'émissions de poussière est considérée de moindre importance.

L'exploitant indique qu'il a un registre des suivis d'arrêt de four (traçabilité avec un système automatique arrêt / démarrage). Les arrêts font l'objet d'analyses des causes et des actions sont réalisées. L'exploitant informe l'inspection qu'un travail a commencé pour la mise en place d'automatisme pour la supervision et l'assistance de mise à l'arrêt du four.

Au vu des enjeux identifiés et les éléments apportés, il est nécessaire de prescrire des mesures visant à réduire et prévenir les émissions de poussière. L'inspection propose à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de mettre à jour l'étude de poussières comme décrite lors de la visite d'inspection sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69

Thème(s) : Risques chroniques, incidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Suite à la demande de l'inspection le 5 février 2025, l'exploitant a déclaré par mail du 7 février 2025 l'incident du 28 janvier 2025.

Lors de la maintenance du cyclone 2 de la tour de préchauffage, des émissions de poussières orangée (type rouille) se sont échappées créant un désagrément aux riverains (plaintes). L'exploitant reconnaît une erreur d'évaluation des risques et une préparation mal réalisée par l'absence d'expérience et de connaissances. En effet cette manœuvre est très rarement exécutée (période de plus de 25 ans).

Par ailleurs, cet incident complète le nombre important d'arrêts liés à des événements non programmés à l'origine des émissions diffuses de poussières, en 2023 (35 en huit mois) et en 2024 (22 en 10 mois) avec une maîtrise des conséquences peu contrôlée.

Ces événements font fréquemment l'objet de signalements par les riverains.

L'inspection note également qu'un incident impliquant des émissions de rouille aux conséquences similaires s'était produit le 19 mars 2024.

L'article cité ci dessus précise que l'établissement doit indiquer les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Il est primordial d'établir une prévision des incidents qui pourraient subvenir à travers un plan de gestion de fonctionnement dit autre que normale, qui permettrait de prévoir d'éventuels désagréments afin de protéger l'environnement et la santé des riverains.

Etant donné le délai de réflexion nécessaire, l'Inspection propose un projet d'APC avec un délai de 8 mois pour la réalisation d'un plan de gestion du fonctionnement en situation autre que normale qui mentionnera notamment les éléments suivants :

- localisation du dysfonctionnement (préchauffage, chambre noire, four, opération d'entretien...),
- défaillances et/ou causes possibles associées,
- Conséquences,
- Moyens de détections.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 8 mois